



LES LONGUES ANNÉES 68

Délimiter une période historique, c'est déjà construire l'histoire elle-même et donc l'interpréter. À vrai dire la remarque n'a rien de très original et devrait aller de soi. Et pourtant, concernant la France des années 1968, elle est toujours d'actualité, preuve – s'il en fallait une – que cette période est toujours présente dans les non-dits du regard jeté sur les dates.

En fait, il ne s'agit pas seulement de délimiter la période des années 68, mais de dénaturer, en quelque sorte, un champ de vision qui s'est sédimenté depuis de longues années. De manière emblématique, il est délimité par l'ouvrage d'Hervé Hamon et de Patrick Rotman (1987), *Génération*, publié il y a déjà plus de vingt ans. Au-delà des matériaux historiques, toujours intéressants, qu'il apporte, son premier défaut, souvent souligné, est de rabattre une histoire politique sur des parcours individuels. Mais, après tout, c'est le choix des auteurs.

Autre défaut – et non des moindres, moins souligné – c'est le choix de la période délimitée pour traiter de l'histoire du « gauchisme » de l'après Mai qui concerne, nous le verrons, un espace bien plus large que la gauche révolutionnaire elle-même. Alors que les deux auteurs se focalisent essentiellement sur les courants maoïstes, en particulier sur la Gauche prolétarienne (GP) et *La Cause du peuple* – et en partie sur Vive la révolution! (VLR) –, avec en contrepoint un survol de la Ligue communiste (LC).

C'est ainsi qu'est « naturellement » délimitée une période historique qui culminerait – exemple souvent pris – avec la manifestation du 4 mars 1972, à l'occasion de l'enterrement de Pierre Overney, militant maoïste assassiné par un vigile de Renault-Billancourt. Cette manifestation est présentée comme la dernière grande manifestation du « gauchisme post-soixante-huitard » avant l'autodissolution, en 1973, de la GP (déjà dissoute par le gouvernement) et la dissolution de la LC après la manifestation violente du 21 juin contre le meeting d'Ordre nouveau (ON).

Par la suite, que se passe-t-il ? Manifestement rien, sinon un processus de décomposition. L'affaire est entendue pour Danielle Tartakowsky qui écrit que « l'extrême gauche rentre en crise dès 1972 » (Tartakowski, 2004). Comme par hasard, c'est l'année de la signature du programme commun de la gauche par le Parti communiste français (PCF) et le Parti socialiste (PS). Que, par exemple, aux élections municipales de 1977, des listes unitaires de la gauche révolutionnaire atteignent en moyenne 8,33 % des suffrages, avec

des poussées de 12 à 17% dans certains quartiers populaires, n'interroge pas l'historienne.

Pourtant, cette « entrée en crise » décrétée est tout à la fois concomitante de la signature du programme commun et de la lutte emblématique de Lip, qui débute en avril 1973, et dans laquelle se cristallise manifestement un certain « esprit soixante-huitard ». De son côté, dans un livre paru en 1998, Jean-Pierre Le Goff estime que « la lutte des travailleurs de Lip cadre mal [...] avec les schémas et les comportements de l'extrême gauche » (Le Goff, 1998). Pourquoi donc ? Sans doute parce que les ouvriers spécialisés (OS) y sont loin d'être majoritaires, la moitié des salariés étant des ouvriers professionnels, à quoi il faut ajouter de nombreux techniciens et que la moitié des salariés sont syndiqués. Le discours a quelque chose de fascinant car, ce faisant, Jean-Pierre Le Goff oppose minutieusement les caractéristiques de Lip, non pas aux « schémas de l'extrême gauche », mais à ceux des « maos » de *La Cause du peuple*, qui valorisaient le rôle des OS et refusaient tout travail dans les syndicats, en traitant ces derniers, notamment la CGT, de « kollabos ».

« Dénaturaliser » un champ de vision

Nous n'allons pas poursuivre l'énumération. Nous voulions simplement souligner comment des auteurs qui, par ailleurs, ne font pas la même analyse de Mai 68 et n'appartiennent pas à la même discipline, établissent des périodisations qui se recoupent, construisant ainsi d'une façon particulière « le mouvement de Mai 68 », pour employer cette formule très générale.

La naturalisation à laquelle il est procédé concerne non seulement les luttes ouvrières mais également ce qu'on appelle parfois les « nouveaux mouvements sociaux », cette catégorie qui, pêle-mêle, mélange les mobilisations de la jeunesse scolarisée, les mouvements féministes, les mouvements de soldats, etc., et qui demanderait également à être discutée.

Les années 1970 à 1973 sont, certes, emblématiques de ces « nouveaux mouvements sociaux », mais se focaliser sur ces quelques années occulte la suite. Ainsi, si on s'attarde volontiers sur la formidable mobilisation des lycéens de 1973 contre la loi Debré (réforme des sursis), on oublie qu'encore en 1976 l'université connaît une très forte grève générale à l'appel d'une coordination nationale des comités de grève étudiants. On se polarise sur les premières années (1970-1973) du Mouvement de libération des femmes (MLF) et on oublie toute l'histoire ultérieure des mouvements féministes. En ce qui concerne le mouvement homosexuel, tout se passe comme si rien n'existait au-delà de la spectaculaire apparition du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), en 1971, alors que celui-ci va être suivi par le développement, dès 1974, des Groupes de libération homosexuelle (GLH) et qu'à la fin de la décennie apparaît le Comité d'urgence anti-répression homosexuelle

(CUARH) qui rassemble 10000 personnes à Paris en avril 1981 pour « les droits et les libertés des homosexuel-les ». Quant au mouvement des soldats, c'est au cours de la campagne présidentielle de 1974 que l'Appel des cent prend son essor pour connaître un formidable rebondissement au lendemain de la défaite de la gauche, en septembre 1974, avec la manifestation de 200 appelés à Draguignan. Quant à la lutte contre le programme électro-nucléaire, elle culmine avec l'importante manifestation de Creys-Malville en juillet 1977 pour se poursuivre jusqu'à Plogoff.

Cette « naturalisation » apparaît de façon spectaculaire dans l'histoire intellectuelle du « mouvement de Mai ». Lisons et relisons comment on en parle car cela est, somme toute, exemplaire. Il y aurait l'immédiat après 68 durant lequel le « mouvement gauchiste » travaillait main dans la main avec les « intellectuels », c'est-à-dire la période où Jean-Paul Sartre, Michel Foucault, Gilles Deleuze et d'autres fonctionnaient comme compagnons de route de la GP. Puis, à partir 1973, tout aurait basculé. Les « intellectuels » se seraient éparpillés et/ou auraient suivi des chemins plus raisonnables que celui de l'illusion « gauchiste », et les « gauchistes » auraient alors ouvert enfin les yeux sur l'impasse dans laquelle la référence au marxisme les auraient conduits. Certains « découvrent » le goulag avec Alexandre Soljénitsyne, expulsé d'URSS au début de 1974, et André Gluksmann, encore dirigeant « mao » en 1973, explique que ce goulag était présent dans les textes de Marx.

De Mai-juin 68 à mai 1981

Il serait stupide de prétendre que Mai 68 est le produit mécanique de la période qui précède, mais il le serait tout autant de penser qu'on peut l'évacuer si l'on veut comprendre ce qui se passe alors et par la suite. Cela ne concerne pas seulement l'agitation qui se développait depuis plusieurs mois en milieu étudiant et l'histoire de la naissance des « groupuscules ». Encore qu'on oublie trop souvent que la « nuit des barricades », qui fait basculer la France dans la grève générale, n'est pas le seul produit de la « spontanéité » du mouvement étudiant – par ailleurs assez extraordinaire –, mais de batailles politiques pour la « direction » de ce mouvement. On doit inscrire celui-ci dans une dynamique d'ensemble qui, justement, débouche sur cette fameuse nuit.

Il faut, pour saisir ce temps, remonter bien en amont et donner des coups de projecteur jusqu'en 1958, date de l'avènement du régime gaulliste et de la 5^e République, comme le fait ici Jacques Kergoat dans son article. Si nous avons donné une place particulière à ce texte, c'est aussi à cause de ce qui est au centre de son analyse et que désigne son titre. « Sous les pavés, la plage », pouvait-on lire sur les murs du Quartier latin. « Sous la plage, la grève », rappelle joliment Jacques Kergoat. Rappel qui n'est pas inutile puisqu'en mai et juin 1968, la France a connu la plus importante grève générale de son histoire,

en nombre de grévistes et en durée. Et pourtant, alors que la mémoire collective associe spontanément juin 1936 à la grève générale, ce n'est pas le cas de mai et juin 1968 pour lesquels on parle plutôt des « événements », selon un euphémisme inventé dès 1968 et exemplaire dans sa façon d'occulter ce qui est pourtant manifeste.

L'article de Jacques Kergoat qui date de 1978 a pris très peu de rides, et il peut sembler étonnant d'avoir à souligner l'importance de la grève générale de mai-juin comme objet d'étude si l'on veut traiter de la France des années 1968 : c'est une évidence du point de vue de la simple datation. Mais, une fois encore, un objet historique est toujours construit. Ainsi, dans son livre déjà cité – et devenu un « classique » –, Jean-Pierre Le Goff réussit le tour de force de ne pas en parler. C'est naturellement son droit. Mais c'est également le nôtre de nous étonner de la façon dont le « mouvement de Mai » est alors reconstruit. Certes, il existe des désynchronisations entre les mobilisations ouvrières et le mouvement ouvrier traditionnel ; celles-ci ne sont pas uniquement temporelles mais portent également sur les formes de radicalisation.

Le « mouvement de Mai » dont nous parle Jean-Pierre Le Goff se meut comme une substance autonome, entretenant de purs rapports d'extériorité avec le mouvement ouvrier « réellement existant », et s'articule schématiquement en deux phases. Dans une première, l'extrême gauche « archéo-léniniste » essaie, en quelque sorte, de mettre le grappin sur ces mobilisations, mais celle-ci sont de courte durée. Peut alors pleinement se déployer ce qui est somme toute *la* vérité de Mai : le « gauchisme culturel », sorte de gauchisme radicalo-nihiliste annonçant la destruction des repères du vivre ensemble et qui va pleinement se déployer dans les années 1980 et 1990. Rien de moins... On peut en tout cas constater que la façon dont Jean-Pierre Le Goff construit le « mouvement de Mai » comme objet historique contient déjà la démonstration qu'il entend administrer.

Au demeurant, il ne s'agit pas d'embellir ce « mouvement » qui fut traversé de contradictions et de débats, non pas tant entre un « gauchisme archéo-léniniste » et un « gauchisme culturel », mais par des conflits politiques, voire politico-culturels très importants (au sens où les remises en cause étaient plus profondes que les questions posées par des orientations politiques immédiates). Et, cela, dès le départ. Ainsi, à la rentrée universitaire de 1968, certains courants ont développé une orientation de « destruction de l'Université », lieu principal de production/reproduction de l'« idéologie bourgeoise », cela au nom de la poursuite d'une « révolution idéologique » que le mouvement étudiant aurait amorcé en Mai. Il est sans doute difficile, pour ceux qui ne l'ont pas vécu, d'apprécier le niveau de violence symbolique des débats au sein de la gauche révolutionnaire elle-même. Violence qui pouvait être physique, pour ne prendre que cet exemple, lorsque les maoïstes, dont André Glucksmann,

tentèrent de bloquer physiquement le fonctionnement de la nouvelle université de Vincennes, au nom de cette orientation.

L'histoire de ce que l'on peut, faute de mieux, appeler la France de la « contestation » doit être inscrite dans un cycle politique et social plus large, dont le point de départ est la grève générale de mai et juin 1968, même si cette dernière doit être éclairée par les années qui précèdent. Et il n'y a guère de mystère. Du point de vue des grandes lignes de forces – outre les problèmes politiques propres à la droite qui « lâche » de Gaulle dès 1969 –, ce cycle est marqué par la création du nouveau Parti socialiste (PS), la signature du programme commun de la gauche en 1972, la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 et l'arrivée de la gauche au pouvoir. Cela, malgré la rupture intervenue dans l'union de la gauche, lorsque, entre autres raisons, le PCF refuse en janvier 1978 tout accord de désistement avec le PS avant le premier tour des législatives de mars. Au premier tour, la gauche recueille 43,59 % des suffrages, contre 46,48 % pour la droite qui l'emporte au second tour, bien que la gauche semblât en position de l'emporter. Au second tour de la présidentielle de mai 1974, suite à la mort de Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing avait été élu avec seulement 50,81 % des suffrages, contre 49,19 % pour François Mitterrand.

Le rapport du cycle des mobilisations ouvrières («ouvrières» au sens de salariées, nous n'insisterons jamais assez sur cela) avec ce cycle politique est bien sûr important. Sans entrer dans le détail, nous voulons signaler trois aspects.

En 1973 – donc juste après la signature du programme commun et alors que les élections législatives de mars connaissent une nette poussée à gauche – semble s'amorcer un cycle de mobilisations ouvrières et populaires, certes liées à la dynamique de l'union de la gauche, mais mal contrôlées par les directions du PS, du PCF et des centrales syndicales. Lip en est naturellement la figure emblématique, comme la jonction des Lips avec d'autres entreprises en lutte, avec les paysans du Larzac, lors de la marche sur le plateau le 25 août (la plus grosse manifestation depuis mai 1968). Dès juin, les ouvrières qui occupent l'usine Robin à Lorient produisent et commercialisent des pantalons et, fin août, celle de Cerisay, en Vendée fabrique et vendent des chemisiers. Entre juillet 1974 et juillet 1975, quatorze usines occupées produisent et vendent pour soutenir leur lutte. Le 2 mars 1973, les OS de Renault-Billancourt déclenchent une grève qui durera jusqu'au 2 mai. En 1974, ce sont les grandes grèves des banques et des PTT (sans oublier la lutte des « filles » des chèques postaux) qui connaissent une certaine auto-organisation dans des secteurs mal contrôlés par les directions traditionnelles.

Toutefois, ce cycle de mobilisation ne se poursuit pas et les directions syndicales réussissent à canaliser la combativité ouvrière dans d'importantes

journées d'action. Cela n'empêchera pas Longwy, en Lorraine, de connaître une véritable explosion sociale début 1979, en riposte au plan de restructuration de la sidérurgie avec une expérience très « soixante-huitarde » de radio libre (Lorraine cœur d'acier) et une marche violente des sidérurgistes lorrains de la CGT à Paris, le 23 mars. Toutefois, à cette époque, la combativité ouvrière avait amorcé une réelle décrue, d'autant que la division entre le PCF et le PS, est relayée par la division syndicale dont la CGT prend l'initiative en 1979, rapidement suivie par la CFDT (début 1980).

Enfin, en ce qui concerne le rapport entre la crise économique – qui débute en 1974 et qui va se traduire par une série d'attaques contre la classe ouvrière – et la combativité ouvrière, celui-ci est loin d'être mécanique. Entre 1974 et 1976, le nombre de journées de grève est le plus élevé connu en France depuis 1963 (à l'exception, bien entendu, de 1968), la durée des conflits augmente et de puissantes mobilisations de rue existent. Si l'on ajoute la dynamique de renforcement des organisations ouvrières qui se poursuit, alors tous les éléments existent pour une riposte d'ensemble. Toutefois, dès 1980, apparaissent nettement les symptômes d'une baisse de la combativité. Et quand la gauche arrive au pouvoir en mai 1981, l'activité gréviste est à son plus bas niveau depuis quinze ans (Dubois, 1984).

Le 25 avril 1978, immédiatement après l'échec de la gauche aux élections législatives, Edmond Maire, le secrétaire général de la CFDT, déclarait dans *Le Monde* : « La grande leçon de ces dix dernières années pour tout le mouvement ouvrier de notre pays, c'est que nous sommes passés de la mobilisation sociale en Mai 68, sans alternative politique, à l'autre extrême : tout pour le changement politique, tout pour les élections, sans mobilisations sociales ; cela, c'est mars 1978. » Ce n'est pas l'objet de discuter ici en détail de cette appréciation mais, à moins d'avoir une conception totalement déterministe du devenir historique, il n'est pas difficile de comprendre que les directions des partis de gauche et des syndicats ont quelques responsabilités dans ce double bilan. Edmond Maire y compris, qui, dès la fin de l'année, engageait la CFDT dans un « recentrage » permettant de faire l'économie de l'appel à la mobilisation sociale et de l'alternative politique.

Les années 1968 en Europe

Avant de revenir plus en détail sur cette période en France, il faut aussi la mettre en relation avec la dynamique sociale et politique qui se développe alors en Europe. Mai 68 s'inscrit – cela a été souvent souligné, même si on l'oublie trop aujourd'hui – dans un mouvement international bien plus vaste. Rappelons tout de même quelques grands événements. Début 1968, le Front national de libération vietnamien lance l'offensive du Têt qui bouscule l'armée américaine au Sud-Vietnam ; au printemps, l'ensemble des universités

italiennes sont occupées ; en Allemagne le mouvement étudiant s'affronte avec la police ; en avril, l'assassinat de Martin Luther King provoque d'importantes émeutes dans plusieurs villes des États-Unis ; fin août, les forces du pacte de Varsovie occupent la Tchécoslovaquie et écrasent le Printemps de Prague ; en octobre, à Mexico, l'armée tire sur les étudiants...

Cette dimension mondiale est présente et a des répercussions sur l'Europe. Ainsi, à partir de 1970, la dynamique de la lutte de classes dans le Chili de l'Unité populaire a fortement nourri les discussions, à la fois dans les courants radicaux et dans la gauche traditionnelle. Il n'est pas non plus possible de parler de la « France de la contestation » sans braquer le projecteur sur la Révolution des œillets au Portugal (25 avril 1974). Comment méconnaître que si le processus révolutionnaire y a connu un coup d'arrêt le 25 novembre 1975, la mort de Franco, le 20 novembre, semblait pouvoir en ouvrir un autre ? Cela ne sera pas le cas, mais les mobilisations ouvrières et populaires sont très fortes : grèves générales répétées en Euzkadi (Pays Basque), à Madrid, Barcelone, etc. L'année 1976 fut le théâtre de vastes mobilisations dans tout le pays. Enfin, de façon fortement symbolique, 1980 est l'année de la révolution polonaise, avec le soulèvement des travailleurs polonais et l'émergence de Solidarnosc.

C'est l'Europe du Sud qui connaît le plus fort développement des luttes des classes. Pour autant, il ne faut pas oublier le développement des luttes après 1968 en Angleterre et le mouvement des *shop-stewards*, en 1974, et la grève des mineurs qui renverse le gouvernement conservateur. La social-démocratie est alors au gouvernement en Autriche, en Suède, aux Pays Bas et au Danemark. En Europe du Sud, il faut distinguer la « crise des dictatures », pour reprendre une formule de Nikos Poulantzas (1975), qui concerne la Grèce, le Portugal et l'Espagne, de l'Italie du « Mai rampant ».

L'Italie est le pays dont les coordonnées sont les plus proches de la France, même si le processus est très différent, d'où la formule de « Mai rampant » pour désigner une période qui court de 1968 au milieu des années 1970. On l'oublie trop souvent au profit des « années de plomb ». C'est pourtant seulement le 16 mars 1978 que les Brigades rouges enlèvent et tuent Aldo Moro, dirigeant de la Démocratie-chrétienne. Le « Mai rampant », lui, est l'époque du « terrorisme noir » emmené par l'alliance de l'extrême droite et des secteurs de l'appareil d'État. Cette période est marquée par la durée étonnante du cycle du mouvement étudiant, de la mobilisation de l'ensemble des couches de la société et du formidable mouvement d'auto-organisation de la classe ouvrière, notamment dans l'automobile avec la création des conseils d'usines et de leurs délégués.

Pour l'Europe des dictatures, il faut d'abord rappeler les conditions de la lutte contre celles-ci qui menaient une répression ouverte et sanglante contre

le mouvement ouvrier et populaire et évoquer le problème de la violence. Ainsi, quelle que soit par ailleurs l'appréciation politique que l'on puisse porter sur le recours à la lutte armée dans l'Espagne de l'époque, quand l'amiral Carrero Blanco, successeur désigné de Franco, fut exécuté par l'ETA, le 20 décembre 1974, les manifestants français saluaient le fait en scandant « Et hop Franco ! Plus haut que Carrero ! », faisant allusion à la puissance explosive de l'attentat qui avait projeté en l'air la voiture du Premier ministre franquiste.

L'Europe de la crise des dictatures, c'est également le risque de voir leur chute se traduire par une crise ouverte de l'État, portant en elle tous les ingrédients « classiques » d'une dynamique de crise révolutionnaire. Cela n'a été le cas ni Grèce ni en Espagne, mais c'est bien une telle dynamique qui a émergé au Portugal. La place du Mouvement des forces armées (MFA) lui a donné un profil particulier, mais pour le reste les éléments étaient bien là : effondrement de l'État, assemblée constituante avec une majorité pour les partis ouvriers, développement d'une dynamique de « pouvoir populaire » dans les entreprises et les quartiers, problème du rapport entre ces organes naissant du pouvoir populaire et l'assemblée constituante élue au suffrage universel, etc.

Post festum, il est clair que le milieu des années 1970, en Europe, a connu à la fois de fortes poussées des luttes des classes, mais également l'amorce d'un tournant qui commence clairement à se manifester à la fin de la décennie. Naturellement, cela a un rapport avec la crise économique, mais il faut à nouveau se garder d'établir un lien mécanique, car la politique des grands partis ouvriers et des directions syndicales a eu son efficacité propre. Il faut bien constater qu'en Grande-Bretagne le gouvernement travailliste de James Callaghan se rallie à l'austérité dès 1976. Au Portugal, 1975 voit se développer une politique de division systématique entre le Parti communiste et le Parti socialiste qu'on va retrouver en France. En Italie, le Parti communiste développe une politique de « compromis historique » avec la Démocratie-chrétienne qui échoue, mais se traduit tout de même par un soutien au gouvernement dirigé par elle. Sans oublier une GGIL (CGT italienne) dont la direction prône des sacrifices pour sortir de la crise. En Espagne, le mouvement ouvrier renonce à la République et les deux principaux syndicats signent le pacte de la Moncloa par lequel ils renoncent aux revendications sociales afin d'assurer « la consolidation démocratique ». Globalement, sous des formes différentes, les partis socialistes vont jouer un rôle clé dans la « normalisation » de la situation en France, en Espagne et au Portugal.

La seconde moitié des années 1970

Les effets de ce tournant se font également sentir en France. Toutefois, c'est une vision bien lacunaire que de se contenter de parler – comme Jean-

Pierre Le Goff ou d'autres – du délitement du « gauchisme post-soixante-huitard ». Certes, toute une mouvance « mao-spontéiste » ou « spontanéiste » est entrée en crise et la mort de Mao, le 9 septembre 1976, va accélérer la crise des « prochinois » plus orthodoxes (« marxistes-léninistes »). Après le départ de Michel Rocard au PS (octobre 1974), le Parti socialiste unifié (PSU) n'arrive pas à trouver un second souffle. Toutefois, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) lance un quotidien en mars 1975 (il paraîtra jusqu'en février 1979) et de nouvelles organisations apparaissent – Organisation communiste des travailleurs (OCT), Comités communistes pour l'autogestion (CCA). Il est par contre clair que le profil des organisations révolutionnaires ne correspond plus à certains clichés sur le « gauchisme post-soixante-huitard », notamment parce qu'il est patent que leur insertion sociale s'approfondit, le développement d'un travail syndical en étant une des manifestations. Autre élément, après la rupture entre le PCF et le PS, l'appel dit « union dans les luttes », très massivement signé après avoir été lancé par des militants du PS et du PCF, permet leur regroupement sur une activité commune avec ceux de la LCR, du PSU, des CCA et de nombreux syndicalistes. Cependant, les courants critiques du PCF ont du mal à se structurer et ne tissent pas de liens durables avec des organisations de la gauche révolutionnaire. Et le fait que, peu avant l'élection de François Mitterrand, l'Organisation communiste internationaliste (OCI), qui a bien des égards s'est construit en extériorité au « mouvement de Mai », soit devenue la plus importante organisation d'extrême gauche est naturellement significatif.

Le poids de l'union de la gauche se fait donc sentir. Mais, une fois encore, si l'on se contente de faire l'histoire du « mouvement de Mai » à partir du seul devenir des courants « maoïsants » et/ou « spontanéistes », on occulte toute une partie de l'« héritage » politico-culturel des années 1968. Ainsi, sous l'effet de la place occupée par l'union de la gauche en France et de l'évolution de la situation en Italie s'amorce, à partir de 1974, une réactivation des débats stratégiques au sein de la gauche révolutionnaire qui vont se poursuivre avec la révolution portugaise. Ils témoignent d'un réel travail « intellectuel » sur ces questions qui entre en résonance avec celui mené par des courants ou des revues de la gauche critique et se traduit par de nombreuses publications, lesquelles ne sont, en général, pas recensées par les commentateurs puisqu'il est convenu que, déjà, le marxisme est entré en « crise ». Pourtant, ce travail éditorial déborde largement les publications de la gauche révolutionnaire ; pour ne citer qu'un seul exemple de ce travail occulté, qui montre bien qu'il est difficile de dissocier l'histoire du « mouvement de Mai » de celles d'autres pays européens, le numéro de juin 1974 des *Temps modernes*, « Lotta continua : la leçon italienne », est entièrement consacré à la publication des textes de cette organisation. On peut y lire un ensemble d'articles sur les conseils de

délégués et l'expérience italienne contemporaine, ainsi que d'autres qui portent sur Gramsci, Bordiga, les conseils turinois de 1919-1920 ou encore sur l'expérience des conseils de gestion de l'après-guerre. Paraît aussi, au même moment, une livraison de la revue *Autogestion et socialisme* avec un dossier sur les conseils d'usine en Italie. De nombreuses publications vont suivre et qui donneront à lire les débats autour de l'expérience italienne.

Pour autant, il ne s'agit pas de nier les éléments qui font apparaître une véritable inflexion, notamment dans le champ politico-idéologique, et qui tiennent, tout à la fois, à des données internationales, comme à des recompositions politiques en France. Ils sont hétérogènes, mais on peut sans doute les rassembler sous la thématique de l'affirmation d'une « gauche antitotalitaire », comme elle se nomme souvent. Avec une double dimension, l'une directement politique puisqu'elle remet en cause (de fait ou explicitement) l'alliance avec le PCF dans le cadre de l'union de la gauche ; l'autre plus idéologique, remettant en cause (ici encore de façon variée) la référence au marxisme qui, après Mai, était largement dominante, y compris dans les courants critiques au PS. Symboliquement, on peut prendre comme date de cristallisation la publication en 1974 de *L'Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne en France.

Dans *La Cuisinière et le mangeur d'hommes*, André Glucksmann (1975) présente le goulag comme un produit de la pensée de Marx : « Soljenitsyne et les contestataires se situent, nous situent, face aux dizaines de millions de déportés russes. Aucun marxiste ne peut se présenter à leur "gauche", parce qu'aucun n'a regardé cela en face. » S'ouvre ici la filière des « maos » repentis qui débouche sur le phénomène des « nouveaux philosophes », selon une formule lancée en 1976 par Bernard-Henry Lévy. Ces ex-maos reviennent avec délectation sur l'aveuglement dont ils ont fait preuve et se posent comme héritiers, devenus lucides, de Mai 68, avec comme objectif d'en finir avec le marxisme. Leur discours est démonté (Aubral & Delcourt, 1977), mais la médiatisation est extraordinaire.

Naturellement, les révolutionnaires, notamment ceux liés à l'histoire du mouvement trotskiste, peuvent expliquer qu'ils n'ont pas attendu André Glucksmann, ou d'autres, pour dénoncer le goulag. Mais cela ne règle pas le problème. En effet, le secrétaire général du PCF, Georges Marchais, affirme le bilan « globalement positif » de l'URSS et, à partir de 1978, on commence à apprendre que la victoire, en 1975, des Khmers rouges au Cambodge s'est traduite par des massacres de masse. Enfin, commentant eux aussi Alexandre Soljenitsyne, des intellectuels plus « sérieux » que les « nouveaux philosophes » – tel Claude Lefort, ancien de Socialisme ou Barbarie – développent également la thématique du totalitarisme en l'inscrivant dans le « léninisme ».

Ce mouvement se recoupe partiellement avec des recompositions à gauche, autour du *Nouvel Observateur*, de la revue *Esprit* ou d'auteurs liés au

courant « rocardien » et à la direction de la CFDT. L'antitotalitarisme est inscrit dans un mouvement plus vaste de refondation d'une gauche, dont le projet est de critiquer le « social-étatisme », dont le communisme n'est qu'un avatar, en lui opposant une certaine conception de l'autogestion¹. Le projet est alors de refonder une culture politique où la référence au marxisme s'estompe, au profit d'une tradition historique fédéraliste et libertaire (Proudhon, par exemple) ou plus liée à Mai 68, comme Ivan Illitch. Le nombre de livres qui sortent au tournant des années 1975 est là pour en témoigner².

Ce courant intellectuel va suivre Edmond Maire dans sa politique de « recentrage » de la CFDT, en 1978. Ainsi François Furet qui publie la même année *Penser la Révolution française* (1978) et d'autres auteurs vont jouer un rôle déterminant, durant les années 1980, dans l'impulsion à gauche d'un néolibéralisme à la française, dont *La République du centre* publié par François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon (1988), sera le manifeste. Toutefois, il faut se garder d'une lecture trop rétrospective. Ainsi, *L'Âge de l'autogestion* de Pierre Rosanvallon (1978), est un livre qui, à bien des égards, se situe directement dans la lignée d'une culture issue de Mai 68, mêlant la référence aux conseils ouvriers, à la tradition coopérative, discussions avec Marx, etc. pour essayer de définir une perspective autogestionnaire « non-étatiste », relevant d'un « réformisme radical ». C'est là également un signe de la tonalité de la seconde moitié des années 1970.

« Interpréter » 1968

Non seulement l'histoire des années 1968 reste toujours lacunaire, mais tout se passe comme si le travail historique sur cette période avait été remplacé par l'accumulation des « interprétations » de Mai 68. D'un certain point de vue, en France, l'histoire de Mai 68 se réduit à l'histoire de ses interprétations. Et, au-delà de leurs différences, elles ont un point commun. Il s'agit de montrer que les acteurs de Mai 68, notamment les « gauchistes », fantasmaient en quelque sorte les « événements de Mai-juin », en tentant de répéter une geste révolutionnaire passée et en projetant sur la réalité des catégories d'analyse complètement archaïques. Après tout, l'argument est recevable. Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Marx, déjà, à propos de la révolution de 1848, expliquait que « dans les époques de crise révolutionnaire », lorsque les hommes sont en train d'inventer quelque chose de nouveau, « ils évoquent craintivement les esprits du passé ».

1. Voir à ce sujet l'ouvrage coordonné par Frank Georgy, *L'Autogestion, la dernière utopie ?*, publié en 2003, qui résume par son titre même la logique politique mise en œuvre par ce courant.

2. Par exemple, Edmond Maire, *Demain l'autogestion*, Paris, Seghers, 1976 ; Jacques Julliard, *Contre la politique professionnelle*, Paris, Le Seuil 1977 ; Pierre Rosanvallon & Patrick Viveret, *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Le Seuil, 1977.

Reste une question qui, pour être prosaïque, n'en reste pas moins décisive : quelle « lecture » de la réalité nous proposent ceux qui ne « fantasment » pas sur elle ? C'est là que tout se complique. Quel discours tenait-on en effet, dans les années 1960, dans la gauche moderniste comme alternative à la logomachie « marxiste » du PCF ? Celui de l'avènement de la société industrielle postcapitaliste où non seulement les conflits de classes avaient disparu, mais aussi la conflictualité sociale tout court. Or, même au simple niveau empirique (les statistiques des grèves), c'était faux (Dubois, 1984). Et que fit Raymond Aron, l'auteur de la fameuse formule de la « révolution introuvable » pour parler de Mai 68, réduit à une sorte de « psychodrame » dont les acteurs mimaient les révolutions passées ? Et bien, tout prosaïquement, comme il l'explique lui-même, il a réellement eu peur que la révolte ne glisse vers la révolution (Aron, 1968, 1983). Au point de justifier, dans les colonnes de *Figaro* (14 septembre 1973), le coup d'État de Pinochet au Chili : « L'armée n'intervient pas pour arrêter les progrès du socialisme, mais pour prévenir une guerre civile. » La déclaration est, bien sûr, également une façon de se positionner par rapport à l'union de la gauche et aux dynamiques d'affrontements qui se mettaient en branle en Europe du Sud.

Bref, à sa façon, Raymond Aron pensait donc que l'histoire restait ouverte. Et c'est d'abord sous cet angle qu'il convient d'en parler. À moins de croire que le mouvement historique relève uniquement des manifestations des « ruses de la raison » à travers lesquelles l'histoire fait advenir sa vérité dans le dos des acteurs. Paradoxalement, cette vulgate marxiste est devenue le *ne plus ultra* de l'interprétation libérale de Mai 68. C'est ainsi que, dès 1986, Luc Ferry propose d'« interpréter Mai 68 » comme « ruse de la raison » permettant l'avènement de la vérité du procès historique : « l'individualisme moderne ». C'est pourquoi les « anciens soixante-huitards » qui, à présent, s'en réclament, « ont accompli la vérité d'un mouvement dont les acteurs, pour l'essentiel, faisaient l'histoire sans savoir l'histoire qu'ils faisaient » (Ferry, 1986).

Ce point de vue – l'avènement de l'individualisme moderne (c'est-à-dire néolibéral) comme vérité de Mai 68 – va d'ailleurs largement devenir dominant. Ainsi, c'est bien dans cet horizon que se situe Jean-Pierre Le Goff lorsqu'il reconstruit « l'histoire du mouvement de Mai » autour de ce qui serait « la revendication d'une autonomie [de l'individu] érigée en absolu » ; d'où, naturellement, un « héritage impossible » (Le Goff, 1998). Au demeurant, il ne s'agit pas de nier une dimension individualiste présente dans le mouvement de Mai, ni d'occulter la crise de certaines formes de subjectivation qui vont se manifester ; nous y reviendrons. Simplement, comme toute approche évolutionniste, ces interprétations reconstruisent l'histoire en projetant sur le passé des catégories issues d'une époque ultérieure pour, en quelque sorte, filtrer le devenir historique.

Restent les interprétations proposées aux lendemains immédiats de Mai. De nombreux universitaires de gauche – dotés, contrairement à Raymond Aron, d'une empathie pour le mouvement – se précipitèrent dès le « retour à la normale » pour donner la leur. Et, pour beaucoup d'entre eux, on ne peut s'empêcher de penser que ce fut une façon de reprendre la parole, au nom d'un savoir/pouvoir qui venait d'être passablement secoué. D'autant qu'ils se mirent à expliquer ce qu'était la vérité du mouvement, masquée par les discours paléo-marxistes de « leurs » étudiants qu'eux-mêmes, naturellement, avaient dépassés. Il va de soi – est-ce vraiment un hasard ? – que ce sont leurs analyses qui vont, par la suite, être référencées dans les travaux universitaires ou para-universitaires, et non celles de « leurs » étudiants³. Et si la sévérité va de soi pour les analyses de ceux qui parlaient trop souvent de « révolution prolétarienne », on se garda bien de faire le bilan des analyses des autres.

Ainsi, dans *Mai 68 : la brèche. Premières réflexions sur les événements*, Edgar Morin entend donner une interprétation de Mai 68 alternative aux lectures marxistes. Il convient, selon lui, de raisonner non en termes de luttes des classes, mais de conflits de génération : la Commune étudiante est « une sorte de 1789 socio-juvénile » (Morin, 1968) ; ce que naturellement, des marxistes sont incapables de faire⁴. En fait, au-delà de la dimension générationnelle évidente, le problème était de traiter de l'apparition d'une nouvelle force sociale cristallisant ce phénomène et lui donnant une forme particulière par rapport au passé : la jeunesse scolarisée, plus particulièrement à l'époque le mouvement étudiant. C'est ce que firent, avant 1968, des étudiants « marxistes » avec d'ailleurs pas mal de pertinence ; notamment des équipes syndicales de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) à travers une analyse de la spécificité du milieu étudiant par rapport aux déterminations de classes, des contradictions traversant ce milieu et l'Université, en fonction des nouveaux besoins de formation de la force de travail du « néo-capitalisme », selon une formule de l'époque. Il est vrai que d'autres marxistes, du PCF aux « maoïstes », se contentaient de répéter que les étudiants étaient des « petits-bourgeois ».

Reste que ces analyses sur les spécificités du mouvement étudiant devaient bien avoir un certain rapport avec la réalité : les courants politiques qui vont « diriger » le Mai étudiant s'en réclamaient. Elles furent d'ailleurs reprises pour l'analyse du mouvement lycéen (CAL, 1968). Cela n'empêchera pas Edgar

3. C'est d'autant plus significatif que, s'ils n'allaient pas toujours en cours, les étudiants radicaux de l'époque (notamment avant 68) « travaillaient » beaucoup ; pas seulement en lisant Marx et d'autres, mais sur le terrain du savoir proprement « académique ». Ne serait-ce que parce que, pour critiquer le contenu des cours, voire faire des « contre-cours », il fallait bien avoir des choses à dire...

4. On aura remarqué le titre du livre, non pas réflexions sur la grève, mais sur les « événements ».

Morin de continuer à les ignorer et de réitérer son interprétation en répétant qu'une des difficultés pour « comprendre Mai 68 », résolue par lui, « fut dans la tentative de conceptualiser sociologiquement et politiquement la notion d'étudiant » (Morin, 1986)...

Plus important sans doute, l'interprétation de Mai 68 par Edgar Morin a un point aveugle qui, pour avoir été permanent dans les interprétations à venir, n'en est pas moins considérable : il fait tout simplement silence sur la grève générale ! Un autre sociologue, Alain Touraine, essaya d'élargir une vision trop enfermée dans les facultés. Peu avant Mai 68, il avait expliqué que parler de grève générale en France était totalement anachronique. Sans juger utile de revenir sur ces propos, il écrira quelques mois plus tard : « L'acteur principal du mouvement de Mai ne fut pas la classe ouvrière, mais l'ensemble de ceux qu'on pourrait nommer les professionnels : étudiants, journalistes, techniciens des bureaux d'études, chercheurs du secteur public ou privé, enseignants, etc. La nouvelle lutte des classes oppose plus directement les techno-bureaucrates aux professionnels. » (Touraine, 1968)

Alors que Serge Mallet expliquait à tort que la « nouvelle classe ouvrière » (techniciens, cadres, etc.) avait joué le rôle déterminant dans la grève générale, Alain Touraine allait bien au-delà, parlant de l'acte de naissance d'un « nouvel acteur social » censé remplacer la classe ouvrière et produit par une nouvelle classe dominée dont les étudiants représentaient l'avant-garde. Dans les années qui suivirent, le mouvement de la jeunesse scolarisée continua à fonctionner comme force sociale spécifique – ce que des « archéomarxistes » avaient analysé dès avant 1968 –, mais la nouvelle classe dominée d'Alain Touraine ne donna pas signe de vie. En 1972, dans la préface d'une nouvelle édition de son livre, il fut bien obligé d'admettre que son nouvel acteur social n'avait toujours pas vu le jour. Tout en pestant contre l'archaïsme de la France, il décida que son avènement était simplement différé. On l'attend encore.

Tout d'abord, durant cette période, la classe ouvrière « industrielle » continue à jouer un rôle important. Ainsi, après 68, l'industrie automobile se redéploie, avec notamment de nouveaux sites de production qui vont donner lieu à un fort développement des luttes de nouvelles couches ouvrières (OS). Ensuite – tout aussi décisif – s'y ajoutent les luttes de couches salariées « prolétariées », notamment les employé-e-s des grands magasins, des PTT et des banques. Enfin, ces phénomènes renforcent très fortement le poids social et politique du prolétariat et les potentialités du mouvement ouvrier qui, durant cette période, connut un réel développement dans tous les pays d'Europe.

Chacun de ces constats met évidemment en jeu des catégories d'analyses. Ainsi, par mouvement ouvrier, nous désignons les organisations – politiques, syndicales et autres – historiquement produites par les conflits portés par le rapport salarial. Alors qu'une certaine sociologie du travail (bien illustrée

par Alain Touraine) y voit tout autre chose : l'expression d'une « conscience ouvrière », que seul le sociologue peut restituer, et qu'il faut aller chercher uniquement dans les conflits au sein du procès de travail immédiat. Et, comme par hasard, le modèle historique de cette « conscience ouvrière est celui, déclinant, du traditionnel ouvrier qualifié, les OS n'en étant pas porteurs...⁵ » (Touraine, Wiewiorka, Dubet, 1984)

Ces quelques rappels n'ont pas valeur de démonstration de la validité des analyses qui, à l'époque, raisonnaient en termes de luttes des classes et faisaient du prolétariat l'acteur central du changement social. Ils ne doivent pas empêcher d'inscrire l'histoire du mouvement ouvrier, ainsi entendu, dans une périodisation plus longue. Nous y reviendrons. Ils visent simplement à rappeler non seulement les enjeux de certaines discussions de l'époque, mais la réalité des analyses produites. L'étonnant est l'étrange clémence à venir pour les discours de sociologues de renom, encore de nos jours présentés comme des novateurs dans l'interprétation de Mai 68, qui a comme contre partie l'oubli construit par les commentateurs des acteurs du « mouvement de Mai ».

« Interpréter » les années 1968

Les années 1968 ne se réduisent pas à Mai 68, c'est-à-dire la rencontre d'une révolte étudiante et de la grève générale. Cette rencontre ouvre sur une période de crise générale des rapports sociaux et des modes de socialisation des individus qui s'exprime d'ailleurs, de façon différente, dans de nombreux pays. À tel point qu'on parla beaucoup à l'époque de « crise de civilisation ». La catégorie est certes floue, mais elle a au moins le mérite de souligner l'épaisseur de phénomène, souvent occultée aujourd'hui par l'insipide catégorie de « crise de modernisation » que l'on nous sert pour chapeauter la période.

Nous ne ferons pas ici l'analyse de cette crise, pas plus que nous ne reviendrons sur les débats de l'époque pour savoir s'il faut ou non – et s'il le faut, comment le faire ? – en parler comme d'une crise des rapports sociaux capitalistes. À l'époque, un réel travail se fit à ce propos et qui n'était pas fait d'affirmations de principe, mais d'analyses concrètes sur tel ou tel aspect, avec une réelle portée heuristique. Des articles de cette encyclopédie sont là pour en témoigner.

Au-delà de ce débat, on peut reprendre les catégories proposées par Michel Vakaloulis pour décrire les formes de conflictualité contemporaines que l'on pouvait déjà percevoir à l'époque (Vakaloulis, 2003). Il propose de

5. Pour une analyse critique de la façon dont Alain Touraine a construit une grille de lecture normalisatrice du mouvement ouvrier comme « mouvement social » dont la fonction est d'annoncer, dès le milieu des années 1960, la fin du mouvement ouvrier analysé comme forme de conscience ouvrière porté par le « métier » de l'ouvrier (et non les conflits issus du rapport salarial) que, par exemple, on ne retrouve pas chez les OS, voir Pierre Cours-Salies (2003).

distinguer le pôle « laboral », qui s'inscrit dans le sillage des luttes ouvrières « classiques », ce qu'il est convenu d'appeler les « conflits du travail », et le pôle « sociétal » qui touche, justement, à des rapports sociaux plus vastes. Cette distinction permet d'éviter de se lancer dans une typologie trop classificatoire et morphologique des divers mouvements sociaux pour raisonner en termes de deux grands champs de forces qui structurent ces conflits, tout en marquant une différence avec le mouvement ouvrier passé construit autour du prolétariat industriel et qui tendait à recouvrir l'espace contestataire dans son intégralité.

Cette double dimension est beaucoup plus manifeste aujourd'hui, mais il est clair qu'elle a commencé à se structurer durant les années 1968. Elle introduit des terrains et des formes de radicalisation différents, mais qui se rencontrent et se nourrissent. Et, soit dit en passant, elle ne renvoie pas seulement à une distinction entre terrains de lutte dans l'entreprise et hors entreprise. À l'époque, des questions comme celle de l'immigration ou du féminisme ont bien donné lieu à des mouvements « hors entreprise », mais ils ont pénétré également celle-ci. Une partie de ces terrains de lutte pouvait sembler retrouver une tradition ancienne du mouvement ouvrier, disparue à cause des effets de la stalinisation, toutefois, ils introduisaient des éléments bien souvent nouveaux par rapport aux expériences passées et aux problématiques d'émancipation qui en étaient issues, notamment par la radicalité de la critique des formes de socialisation des individus qu'ils portaient. C'est en tout cas cet aspect des choses que nous voulons souligner : une des spécificités du « mouvement de Mai » réside sans nul doute dans cette crise profonde des formes d'individuation.

Il y a d'abord la dynamique inscrite dans des mouvements comme le féminisme et le mouvement homosexuel. C'est le féminisme qui a marqué le plus et qui, effectivement, est le plus transversal. Il s'exprima à travers des luttes immédiates, notamment pour le droit à l'avortement, et mit à l'ordre du jour une critique des rapports sociaux de sexe et de la division sexuée des tâches toujours d'actualité. Si l'on veut comprendre ce qui se mit alors en branle, il faut sans doute souligner l'élément radicalement nouveau – et cela dans l'histoire de l'humanité – porté par la remise en cause des formes de socialisation sexuée des individus, articulé à la bataille des femmes pour la libre disposition de leur corps.

Jean-Pierre le Goff (1998) le souligne, à sa façon, en faisant de cette revendication le symbole du « fantasme de la toute puissance » portée par le MLF. Rien de moins ! Il ne faut toutefois pas oublier – parce que, justement, cela touchait à la racine même des formes de socialisation des individus – les débats qui traversèrent alors les féministes lorsque, par exemple, un courant comme Psychanalyse et Politique fait du corps des femmes le vecteur

d'un autre rapport au monde, le socle d'une identité féminine. Plus généralement sont remises en cause les identités sexuées, non pas seulement dans leurs aspects socialement fixés, mais, pour ainsi dire, dans leurs dimensions symboliques.

Le second niveau concerne la crise de l'État, non pas comprise comme crise des institutions politiques, même si elle existe, mais comme crise des formes d'hégémonie mises en place par l'État capitaliste, selon le vocabulaire utilisé à l'époque. Notamment sous l'angle de la crise des institutions étatiques ou para-étatiques comme la famille, l'école, les prisons, les hôpitaux psychiatriques, etc. Ces institutions ont un point commun. Non seulement elles ont émergé avec la construction de l'État moderne, mais elles sont un point d'appui de ce dernier dans ses rapports avec la dite « société civile » et dans la régulation des rapports sociaux. Au-delà des différences, toutes ces institutions concernent donc les conditions de socialisation des individus dans la société moderne et la définition des normes de cette socialisation ; l'accent étant bien sûr mis à l'époque sur les processus de normalisation des individus portés par l'État et les rapports sociaux capitalistes. On a sans doute aujourd'hui quelque difficulté à percevoir le travail critique à ce propos, comme la radicalité de la critique ; les exemples de la psychiatrie (et donc du statut de la folie) ou de l'école sont caractéristiques, comme ils sont également caractéristiques de divergences très importantes apparues à cette occasion dans « le mouvement de Mai ».

31

Plutôt que les discours convenus sur la dimension libertaire de Mai 68, c'est à partir de ces questions qu'il faudrait revenir sur cet aspect des années 68. Il s'exprime bel et bien dans « le mouvement de Mai » une critique radicale des formes d'individuation « bourgeoises » passées, qui structuraient également la classe ouvrière, même si, en son sein, existaient des formes de solidarités spécifiques. Ici encore, la remise en cause des formes d'individuation socialisée des femmes par le féminisme est emblématique. Et l'héritage de Mai 68, toujours d'actualité.

Sur ce terrain, comme sur d'autres, la question n'est pas de tenir un discours d'ordre pour dénoncer l'« héritage impossible » de Mai 68, mais simplement de rendre compte des contradictions et des débats de l'époque ; lesquels dessinaient, déjà, des enjeux politico-culturels autour de cet héritage que l'on peut retrouver dans des débats postérieurs. Ainsi, lors du débat sur la parité, certaines féministes ont réactivé un discours sur la différence des sexes pour argumenter l'inscription de la parité dans la Constitution. La question, ici, n'est pas de savoir si cette revendication est justifiée au non, mais de constater que cette argumentation fait disparaître la référence à l'égalité politique comme principe universaliste ; ce qui n'est pas rien. Par contre, on a vu des gens de gauche s'opposer au pacte civil de solidarité, c'est-à-dire à

un principe d'égalité, sous prétexte qu'une telle mesure remettait en cause le principe symbolique universel de la différence des sexes. Ici, la critique des années 1968 contre une vision normalisatrice de l'ordre symbolique garde à l'évidence son actualité.

On pourrait également revenir sur une interprétation, promise à un grand avenir : celle de l'individualisme solipsiste comme héritage de Mai 68 qu'énonce Gilles Lipovetsky (1983) dans *L'Ère du vide*. S'il est stupide d'y voir l'accomplissement de la vérité de Mai 68, la crise des formes de socialisation des individus et des formes de subjectivation portée par les années 1968 avait effectivement des aspects contradictoires. Un auteur « marxiste » comme Jean-Marie Vincent les décrivait d'ailleurs fort bien : « C'est en réalité l'individualité bourgeoise qui devient problématique en tant que telle, aussi bien dans ses prétentions de monade à la maîtrise de ce qui constitue la personnalité que dans sa négation de la socialité et de l'objectivité des relations sociales [...]. Dans de très nombreux cas, la conscience de soi de l'individu de la société bourgeoise triomphante, toujours à la recherche de sa propre unité et d'un accord permanent avec le monde par-delà tous les déchirements, fait place à un abandon apparent aux pulsions les plus diverses et acceptation d'attitudes et de positions successives parfaitement contradictoires [...]. En ce sens, le rejet de la vieille défroque (de l'individu prétendument autocontrôlé) ne signifie pas que la lutte est véritablement engagée contre la personnalité en tant qu'individualité mutilée, en tant qu'isolat social » (Vincent, 1978).

Les années 1968 dans « le court 20^e siècle »

Reste à inscrire les années 1968 dans un temps historique plus long. Cette question engage toute une lecture du siècle passé et l'on comprendra que nous nous y n'engagions pas en détail. Toutefois – et au risque de paraître un peu sommaire – nous voulons faire trois remarques à ce propos.

La première concerne le milieu des années 1970, marqué par une première crise, dont, avons-nous dit, on sent les effets dès la fin de la décennie. En termes purement économiques (si cette notion à un sens...), il est possible de faire de 1974-1975, le moment de l'ouverture d'une nouvelle phase économique. Pour notre part, en prenant 1981 comme date butoir, nous avons choisi une périodisation socio-politique. Ne revenons pas sur la question. Cela dit, il ne faut pas sous-estimer ce que représentent les années 1974-1975. Il ne s'agit pas simplement d'une simple crise économique, mais – envisagées *post festum* – l'indication du point de départ d'un nouveau cycle qui touche à l'organisation du système productif et qui a donc des effets « sociologiques » sur le rapport salarial.

Gérard Noiriel (1986) parle d'une « classe en éclats », étant entendu qu'il traite de la classe ouvrière industrielle et non pas du salariat en général – ce

qui n'est pas l'objet de son travail. La période 1954-1975, souligne-t-il, a été marquée par l'apparition de nouvelles régions industrielles, affaiblissant les « vieilles forteresses », sans pour autant affaiblir la classe ouvrière industrielle dont les effectifs sont en progression, notamment celui des OS. Par contre, depuis 1975, la dynamique a changé, la population industrielle a reculé en termes relatifs et en termes absolus. Toutefois, cela ne se traduit pas par un recul du salariat, le secteur tertiaire progressant fortement, en 1986, 60 % des salariés travaillent dans ce secteur.

Gérard Noiriel – et c'est l'intérêt de ses analyses – intègre ces dimensions dans une histoire plus vaste de la classe ouvrière industrielle : sociale, politique, culturelle. Bref, il en traite comme d'une réalité historique construite sous l'effet des conflits qui traversent certains rapports sociaux. De ce point de vue, parler de « classe en éclats », c'est également prendre en compte, au-delà des effets immédiats de la crise économique (notamment le chômage de masse), la crise politico-culturelle de tout un pan du mouvement ouvrier qui s'est construit tout au long de cette histoire ; notamment, dans la conjoncture française d'alors, l'histoire du PCF qui a ses effets sur l'ensemble du mouvement ouvrier. Toutefois, Gérard Noiriel resitue la séquence ouverte en 1975 dans un temps historique bien plus long. On a le sentiment, écrit-il, que s'achève « un cycle économique et social, celui qui avait commencé aux alentours de la première guerre mondiale, consacrant le triomphe de la grande usine et des géantes concentrations humaines » (Noiriel, 1986).

La périodisation recoupe celle que fera, quelques années plus tard, Eric J. Hobsbawm en parlant du « court 20^e siècle » pour désigner une période historique allant de 1914 à 1991, date de l'effondrement de l'URSS (Hobsbawm, 1999). Nous ne croyons pas – Gérard Noiriel non plus d'ailleurs – que l'on puisse rendre compte de l'histoire du mouvement ouvrier en prenant comme point de départ principal l'analyse « sociologique » de l'évolution du procès immédiat de production (le procès de travail) et des différentes figures ouvrières qu'il porte, à la façon dont procède une certaine tradition de la sociologie française (Serge Mallet, Alain Touraine...). Ce « court 20^e siècle » englobe des déterminants historiques plus larges que l'organisation des seules formes de production et/ou des données dites « économiques » –, c'est d'ailleurs pour cela que les datations de rupture des cycles ne se chevauchent pas –, toutefois c'est bien la même période qui est visée.

Du point de vue de l'histoire du mouvement ouvrier – et de façon beaucoup plus générale d'ailleurs l'ensemble du « court 20^e » – est marquée par les effets de la révolution d'octobre 1917. C'est notre seconde remarque. Par là, il ne faut pas entendre la seule histoire du « mouvement communiste international », mais celle de l'ensemble du mouvement ouvrier qui a été surdéterminée par cette révolution. Au début des années 1990, avec l'effondrement du

« socialisme réellement existant » en Europe de l'Est et en URSS, c'est bien la période ouverte par la révolution russe qui se clôt.

D'où notre troisième remarque que nous allons développer un peu plus longuement, car elle traite de la place des années 1968. On souligne les déterminants « tiers-mondistes » du « mouvement de Mai », en France comme en Europe. Au demeurant, depuis la Chine jusqu'à Cuba, l'histoire des révolutions dans le « tiers-monde » est elle aussi directement liée à la période ouverte par Octobre 17 et le déplacement de ses effets dans d'autres régions du monde. Cette dimension tiers-mondiste est indubitable. Toutefois, si elle a pesé fortement – à la fois dans les « consciences » et dans le mouvement historique réel –, avant 1968, on ne souligne pas assez que, par la suite, le centre de gravité du mouvement historique se déplace en Europe, pas seulement à l'Ouest, mais aussi à l'Est dans les pays du « socialisme réellement existant ». Dans ces derniers, ce mouvement a commencé avant 1968, mais le Printemps de Prague de 1968 est emblématique d'un cycle qui s'amplifie pour se fermer avec la Pologne de Solidarnosc en 1980-1981.

Du point de vue politique, cette convergence s'exprime – non pas certes de façon exclusive, mais de façon très importante – par l'existence d'un horizon commun aux différents courants de contestation : celui de l'actualité de la lutte pour une perspective socialiste, à l'Ouest comme à l'Est. La formule peut sembler paradoxale si l'on accole l'étiquette « socialiste » aux pays de l'Est et à l'URSS. Nous ne reviendrons pas sur cette question. Il s'agit simplement de souligner que dans ces pays, c'est bien de cet horizon que se réclame la très grande majorité des courants dissidents. D'ailleurs, les publications de leurs textes sont nombreuses en France, comme en Europe, durant toute cette période. Ainsi au milieu des années 1970, sous le titre *Une Opposition socialiste en Union soviétique aujourd'hui*, paraît un ouvrage collectif (1976) qui regroupe des textes de dissidents soviétiques critiquant vigoureusement les propos politiques d'Alexandre Soljenitsyne. Dans la Pologne de Solidarnosc, le climat politique a commencé à nettement changer dans les milieux dissidents. Solidarnosc fait explicitement référence à l'autogestion et des courants significatifs en son sein se réclament clairement d'une « autogestion ouvrière » et d'un socialisme démocratique⁶ (Kowalewski, 1985).

Cette convergence n'est pas purement idéologique, elle s'appuie sur des processus historiques qui, en quelque sorte, réactualisent l'horizon socialiste en Europe. Ils sont nombreux, mais l'élément le plus symbolique est la réapparition, non pas seulement de puissants mouvements de mobilisation du prolétariat, mais également de fortes poussées d'auto-organisation ; en premier

6. Zbigniew M. Kowalewski, *Rendez-nous nos usines. Solidarnosc dans le combat pour l'autogestion ouvrière*, Montreuil, La Brèche, 1985.

lieu il s'agit de formes qui semblaient avoir disparu depuis la seconde guerre mondiale : les conseils ouvriers ou les comités d'usine. À l'Est, ce fut déjà une des questions centrales de la révolution hongroise de 1956, mais on la retrouve également dans la Tchécoslovaquie de 1968, tandis qu'en Pologne, si le processus se cristallise d'abord dans la création du syndicat Solidarnosc, les problèmes de « gestion ouvrière » apparaissent également, comme des discussions autour de la place des conseils ouvriers. En Europe de l'Ouest, l'absence de développement de ce type de structures en France, fait oublier un peu rapidement qu'on les rencontre tout au long du « Mai rampant italien », de la révolution portugaise de 1975, mais aussi, sous une forme plus atténuée, en Espagne après la mort de Franco.

Tout cela nourrit à l'époque des discussions stratégiques qui débordent largement le cadre de la gauche révolutionnaire. Si, pour le dire rapidement, celle-ci estime que les conseils ouvriers doivent être la structure de base d'une démocratie socialiste, les courants « eurocommunistes de gauche » qui se développent au sein des partis communistes pensent qu'il faut les articuler avec des assemblées élues au suffrage universel, problématique également reprise par des courants de gauche au sein des partis socialistes (par exemple, le CERES en France). Tout se passe comme si se réactivaient alors les discussions qui avaient traversé le mouvement ouvrier européen au cours des années 1920-1930, dans le sillage de la révolution russe. Or, c'est bien ce fil historique qui va se rompre lorsque le recul des luttes des classes à l'Ouest est suivi, non pas par la réactivation d'un socialisme démocratique à l'Est, mais du simple écroulement du « socialisme réellement existant ».

En ce sens, la période des années 1968 est, sous certains de ses aspects, celle de « la dernière génération d'octobre », pour reprendre une formule de Benjamin Stora (2003). Au demeurant, dans les années 1920, l'Internationale communiste était composée de courants très divers ; à quoi il faut ajouter toute une palette du mouvement ouvrier dont l'histoire avait été surdéterminée par les effets d'octobre 1917 : syndicalistes révolutionnaires, courants de gauche au sein de la 2^e Internationale, partisan du « communisme des conseils », de nombreux courants anarchistes... En Europe, les années 1968 n'étaient en rien une simple répétition des années 1920, mais à bien des égards, elles semblaient en poursuivre l'histoire. C'était sans doute vrai d'une certaine façon, tout en marquant la fin d'un cycle historique, celui du « court 20^e siècle ».

ANTOINE ARTOUS

Pour en savoir plus

- Raymond Aron, *La Révolution introuvable, réflexions sur les événements de Mai*, Paris, Fayard, 1968.
- Raymond Aron, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983.
- François Aubral & Xavier Delcourt, *Contre la nouvelle philosophie*, Paris, Gallimard, 1977.
- Collectif, *Samizdat 20^e siècle, une opposition socialiste en union soviétique aujourd'hui* (avec notamment des textes de Raisa Iert, Lev Kopolev et Roy Medvedev), Paris, Maspero, 1976.
- Comités d'action lycéens, *Les Lycéens gardent la parole*, Paris, Le Seuil, 1968.
- Pierre Cours-Salies & Michel Vakaloulis (dir.), *Les Mobilisations collectives. Une controverse sociologique*, Paris, PUF, 2003.
- Pierre Cours-Salies, « Un futur antérieur et un présent », in Pierre Cours-Salies & Michel Vakaloulis (dir.), *Les Mobilisations collectives. Une controverse sociologique*, Paris, PUF, 2003.
- Pierre Dubois, « La grève en France », in Mark Kesselman (dir.), *1968-1982. Le Mouvement ouvrier français. Crise politique et changement politique*, Paris, Éditions ouvrières, 1984.
- Luc Ferry, « Interpréter Mai 68 », *Pouvoirs*, « Mai 68 », n° 39, 1986.
- François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978.
- François Furet, Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, *La République du centre*, Paris, Calmann-Lévy, 1988.
- André Glucksmann, *La Cuisinière et le mangeur d'hommes*, Paris, Le Seuil, 1975.
- Hervé Hamon & Patrick Rotman, *Génération*, 2 tomes, Paris, Le Seuil, 1987.
- Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Le court 20^e siècle. 1914-1991*, Bruxelles, Complexe/Le Monde diplomatique, 1999.
- Zbigniew M. Kowalewski, *Rendez-nous nos usines. Solidarnosc dans le combat pour l'autogestion ouvrière*, Montreuil, La Brèche, 1985.
- Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998.
- Gilles Lipovetsky, *L'Ère du vide. Essai sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1983.
- Edgar Morin, « La Commune étudiante », in Edgar Morin, Claude Lefort & Cornélius Castoriadis, *Mai 68 : la brèche. Premières réflexions sur les événements*, Paris, Fayard, 1968.
- Edgar Morin, « Mai 68 : complexité et ambiguïté de Mai 68 », *Pouvoirs*, « Mai 68 », n° 39, 1986.
- Gérard Noiriel, *Les Ouvriers dans la société française. 19^e-20^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1986.
- Nikos Poulantzas, *La Crise des dictatures*, Paris, Maspero, 1975.
- Pierre Rosanvallon, *L'Âge de l'autogestion*, Paris, 10/18, 1978.
- Alexandre Soljenitsyne, *L'Archipel du Goulag*, Paris, Le Seuil, 1974.
- Benjamin Stora, *La Dernière génération d'octobre*, Paris, Stock, 2003.
- Danielle Tartakowski, « Mai 68 ou la gauche à contretemps », in Jean-Jacques Becker & Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004.
- Alain Touraine, *Le Communisme utopique. Le mouvement de mai 1968*, Paris, Le Seuil, 1968 (1972).
- Alain Touraine, Michel Wieviorka, François Dubet, *Le Mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984.
- Michel Vakaloulis, « Les mouvements sociaux à l'épreuve du politique », in Pierre Cours-Salies & Michel Vakaloulis (dir.), *Les Mobilisations collectives. Une controverse sociologique*, Paris, PUF, 2003.
- Jean-Marie Vincent (avec Denis Berger & Henri Weber), *La 5^e République à bout de souffle*, Paris, Galilée, 1978.